

reprise surtout dans l'immobilier dont témoigne en particulier le groupe Figos dont font partie les restaurants Pastificio.

Dans sa dernière partie l'ouvrage présente le cas de la Genstar, filiale de la SGB, qui atteindra 20,000 salariés, un actif de 2,5 milliards de dollars canadiens, avant sa prise de contrôle en 1985 par Imasco. En partant de Sogémines dans les années cinquante Genstar va devenir un conglomérat de 172 entreprises qui va surtout donner lieu à une intégration verticale dans le secteur des matériaux de construction, du ciment, du logement, de la promotion immobilière auquel s'ajoute les placements, les produits chimiques et les transports maritimes. L'expansion s'est faite par acquisition et le cas de Genstar est très intéressant par ce qu'il nous révèle de ses conflits avec l'agence de tamisage des investissements (FIRA) et l'ambiguïté des critères et des décisions sur la nationalité de l'entreprise. Genstar va aussi attirer des critiques et des craintes à cause de son pouvoir monopolistique dans la construction et l'immobilier qui est renforcé par son intégration verticale, mais l'entreprise sera finalement épargnée par la Commission Bryce sur la concentration des sociétés.

En définitive l'étude que nous livre G. Kurgan-van Hentenryk et J. Laureyssens sur l'investissement belge au Canada intéressera tous ceux qui se préoccupent d'organisation industrielle, des questions de contrôle financier et de propriété du capital, des relations économiques entre le Canada et les pays du marché commun européen, des stratégies de développement et de l'histoire même à travers laquelle commencent et finissent les entreprises.

Maurice Saint-Germain
Université d'Ottawa

* * *

Huguette Lapointe-Roy — *Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19^e siècle*. Montréal, Boréal, 1987. 330 p.

On attendait avec impatience la publication de la thèse de doctorat d'Huguette Lapointe-Roy, *Histoire sociale de Montréal, 1831-1871 : l'assistance aux pauvres*, soutenue en 1985 à l'Université Laval. Les lecteurs de cette revue, en particulier, pouvaient s'attendre à y trouver une contribution de premier plan à un aspect presque entièrement négligé de l'historiographie québécoise. La publication est venue rapidement, mais le contenu de l'ouvrage en décevait plus d'un.

Pour tout dire, il ne s'agit pas là d'histoire sociale, mais bien d'une histoire traditionnelle de l'assistance aux pauvres à Montréal et du rôle qu'y a joué l'Eglise catholique, en particulier les Sulpiciens, Mgr Bourget, les Sœurs Grises, les Sœurs de la Providence et la Société de Saint-Vincent-de-Paul, présentés tour à tour dans la 1^{ère} partie. 90 % du livre est consacré aux œuvres catholiques de bienfaisance, alors qu'un chapitre traite du rôle des pouvoirs publics : gouvernement (oublié dans la table des matières) et administration municipale.

On ne trouvera donc pas ici une étude sur les pauvres, mais bien sur l'assistance aux pauvres. Le contexte économique et social n'est pas analysé; l'auteure se contente d'évoquer de manière impressionniste les effets de la révolution industrielle et des cataclysmes naturels (épidémies, incendies, inondations) et leur cortège de misères. La bibliographie sur les pauvres et la pauvreté, si abondante depuis une quinzaine d'années, que ce soit en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis, est totalement ignorée. Surtout, cet ouvrage descriptif ne contient à peu près pas de problématique, sinon celle que le rôle d'assistance tenu aujourd'hui par l'Etat était dévolu aux institutions privées au 19^e siècle.

Cette absence de problématique amène d'ailleurs l'auteure à organiser sa matière selon des catégories par trop anachroniques : on parle ainsi des « intervenants de la bienfaisance », de « pauvres aptes ou inaptes au travail », de « engagement social »... Qui soupçonnerait par exemple que l'ex-

pression « pauvres inaptes au travail » recouvre : 1-les enfants abandonnées, 2-les orphelins et 3-les personnes âgées et infirmes... Le bouquet de l'anachronisme, c'est le sous-titre de l'ouvrage : parler de « lutte contre la pauvreté » au 19^e siècle est absolument contraire à toute la démarche philanthropique de l'époque. Car c'est bien de philanthropie qu'il s'agit ici avant tout, et je ne citerai qu'une des phrases d'« analyse » de l'auteur pour en fournir un exemple : « Il faut donc mesurer l'importance de l'assistance fournie par la Société de Saint-Vincent-de-Paul à la générosité des membres qui consacrent une large part de leurs loisirs à leurs compatriotes nécessiteux » (p. 268). Il est donc tout à fait normal que l'ouvrage ait été subventionné non par la Fédération canadienne des sciences sociales ou des études humaines, mais bien par la Fondation Ignace-Bourget.

Si la déception de trop grands espoirs m'a conduit aux propos peut-être trop sévères qui précèdent, il ne faudrait pas croire que l'ouvrage d'H. Lapointe-Roy ne présente pas d'intérêt, loin de là. Comme plusieurs thèses présentées à l'Université Laval, on y trouve de grandes qualités heuristiques. Une documentation impressionnante a été dépouillée, dans des archives pas toujours facile d'accès. L'auteur présente ses données avec méthode, précision et beaucoup d'ordre et de synthèse. Jamais ouvrage n'a si bien porté son titre, qui se révèle une véritable trouvaille : *Charité bien ordonnée*.

On apprendra ici une foule de données sur le Montréal des années 1831-1871. On verra confirmée l'opposition bien connue entre les Sulpiciens et Mgr Bourget, chacun mettant sur pied son réseau d'assistance : les Sulpiciens sont depuis toujours en lien avec les Sœurs Grises, et Mgr Bourget appuiera Madame Gamelin et ses Sœurs de la Providence. On se renseignera aussi, parmi d'autres, sur le traitement des pauvres notoires et des pauvres honteux, le budget du Séminaire pour les pauvres, l'aide fournie en nature plutôt qu'en argent (Bureau des pauvres, Oeuvre de la soupe), l'organisation de la visite des pauvres à domicile, la contribution des Dames de charité, l'action de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, le rôle de la Banque d'Epargne, les bazars de charité, les libéralités d'Olivier Berthelet. Le plus gros de l'étude porte sur l'Hôpital Général des Sœurs Grises et l'Asile de la Providence des Sœurs du même nom. Il est intéressant d'ailleurs d'observer le partage de territoire établi entre ces deux communautés : les Sœurs Grises de l'ouest. Et dans ce dernier cas, il n'est pas moins intéressant de noter que la clientèle irlandaise était beaucoup plus nombreuse que la canadienne, ce qui ne laissait pas de créer des tensions, même chez les religieuses.

Une des principales qualités de la recherche est qu'elle tente de fournir le maximum de données chiffrées, que ce soit sur les budgets de charité ou sur les statistiques de la clientèle secourue. Bien que les 80 tableaux et les 17 graphiques de la thèse n'aient pas été reproduits, on trouve ici toutes les données pertinentes, même s'il n'est pas toujours possible de comparer les chiffres de 1871 avec ceux de 1831.

La principale lacune de l'ouvrage me semble être le silence presque complet sur le réseau d'assistance protestant. A un moment où Montréal comptait 26 % de protestants (24 000 sur 90 000 habitants au recensement de 1861), l'auteur ne sent même pas le besoin d'expliquer qu'elle n'a pu aborder ce volet de l'assistance aux pauvres. Pourtant, elle donne à plusieurs reprises des exemples de collaboration entre les différents groupes religieux. En fait, le sous-titre de l'ouvrage aurait dû se lire : *L'Eglise catholique et l'assistance aux pauvres à Montréal, 1831-1871*. Un dernier regret : l'absence de carte, dans un livre où tant d'attention est accordée à la localisation géographique des différents établissements. Par contre les quelque cinquante illustrations sont très bien choisies et, surtout, elles sont toutes en relation directe avec le texte.

Au total, cet ouvrage ouvre une page neuve par son sujet. Souhaitons que ceux qui poursuivront l'étude après 1871 feront montre des mêmes qualités heuristiques, mais pourront situer leur recherche dans le cadre de l'histoire sociale.

Guy Laperrière
Université de Sherbrooke